

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**Convention conclue entre l'Etat , le Département de Maine-et-Loire et
La Communauté d'Agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE
en application de l'article L851-1 du code de la sécurité sociale pour la gestion d'aires
d'accueil des gens du voyage pour l'année 2020**

Entre les soussignés,

L'État représenté par le Préfet de Maine-et-Loire,

Le Département de Maine-et-Loire, représenté par son président,

Et la Communauté d'Agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE représentée par son Président, dûment autorisé par délibération en date du 20 février 2020,



PROJET vu pour être annexé à la décision du Bureau
2020-036 DB du 20 février 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée « aide au logement temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6 pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage désignées dans l'article 2

Elle détermine les droits et obligations des parties. Sa signature conditionne le versement de l'aide pour l'année 2020

Article 2 : Capacité d'accueil et activités retenues pour le calcul de l'aide mensuelle provisionnelle

Une description avec les caractéristiques de chaque aire figure en ANNEXE 1 de la présente convention.

Le nombre total de places conformes aux normes techniques du décret n°2001-569 du 29 juin 2001 est de :

Commune de localisation de l'aire d'accueil	Adresse de l'aire d'accueil	Nombre total de places conformes aux normes techniques	Taux moyen provisionnel pour l'année 2019
BRAIN-SUR-ALLONNES	<i>Les Aulnays 49650 Brain sur Allonnes</i>	12	82,42 %
DISTRÉ	<i>Le clos aux grenouilles 49400 Distré (Munet)</i>	12	77,12 %
DOUÉ-EN-ANJOU	<i>La Rechaussée 49700 Doué en Anjou</i>	28	85,11 %
LONGUÉ-JUMELLES	<i>La Basse Prée 49160 Longué Jumelles</i>	20	45,10 %
MONTREUIL BELLAY	<i>La Durandière 49260 Montreuil Bellay</i>	14	81,96 %
GENNES-VAL-DE-LOIRE	<i>Les Douze Quartiers Les Rosiers sur Loire 49350 Gennes-Val-de-Loire</i>	5	97,67 %

SAUMUR	<i>Le Jugateau St Lambert des Levées 49400 SAUMUR</i>	40	60,38 %
SAINT PHILBERT DU PEUPLE	<i>Pièce de l'Arche 49160 St Philbert du Peuple</i>	5	94,68 %
VIVY	<i>Le canton du Port 49680 Vivy</i>	12	98,26 %

Le détail de la mise à disposition mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé pour chacune des aires en ANNEXE 2 (une annexe par aire).

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé pour chacune des aires en ANNEXE 2.

Article 3 : Les conditions financières

Le montant de l'aide versée

Le gestionnaire bénéficie, en soutien de la gestion des places de l'aire d'accueil, d'une aide d'un montant total provisionnel de **180 655,82€** pour la période de la convention.

Ce montant se décompose pour chacune des aires en :

- un montant fixe déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques, effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil, figurant en ANNEXE 2
- un montant variable prévisionnel déterminé en fonction du taux prévisionnel d'occupation mensuel des places, détaillé en ANNEXE 2

Commune de localisation de l'aire d'accueil	Montant fixe prévisionnel (à rédiger en chiffres et en toutes lettres)	Montant variable prévisionnel (à rédiger en chiffres et en toutes lettres)	Montant total prévisionnel
BRAIN-SUR-ALLONNES	8 136,00€ <i>(huit mille cent trente six euros)</i>	7 295,22€ <i>(sept mille deux cent quatre vingt quinze euros et vingt deux centimes)</i>	15 431,22€ <i>(quinze mille quatre cent trente et un euros et vingt deux centimes)</i>
DISTRÉ	8 136,00€ <i>(huit mille cent trente six euros)</i>	6 711,04€ <i>(six mille sept cent onze euros et quatre centimes)</i>	14 847,04€ <i>(quatorze mille huit cent quarante sept euros et quatre centimes)</i>
DOUÉ-EN-ANJOU	18 984,00€ <i>(dix huit mille neuf cent quatre vingt quatre euros)</i>	17 604,95€ <i>(dix sept mille six cent quatre euros et quatre vingt quinze centimes)</i>	36 588,95€ <i>(trente six mille cinq cent quatre vingt huit euros et quatre vingt quinze centimes)</i>
LONGUÉ-JUMELLES	13 560,00€ <i>(treize mille cinq cent soixante euros)</i>	6 598,31€ <i>(six mille cinq cent quatre vingt dix huit euros et trente et un centimes)</i>	20 158,31€ <i>(vingt mille cent cinquante huit euros et trente et un centimes)</i>
MONTREUIL BELLAY	9 492,00€ <i>(neuf mille quatre cent quatre vingt douze euros)</i>	8 437,70€ <i>(huit mille quatre cent trente sept euros et soixante dix centimes)</i>	17 929,70€ <i>(dix sept mille neuf cent vingt neuf euros et soixante dix centimes)</i>
GENNES-VAL-DE-LOIRE	3 390,00€ <i>(trois mille trois cent quatre vingt dix euros)</i>	3 598,43€ <i>(trois mille cinq cent quatre vingt dix huit euros et quarante trois centimes)</i>	6 988,43€ <i>(six mille neuf cent quatre vingt huit euros et quarante trois centimes)</i>

SAUMUR	27 120,00€ (vingt sept mille cent vingt euros)	17 887,76€ (dix sept mille huit cent quatre vingt sept euros et soixante seize centimes)	45 007,76€ (quarante cinq mille sept euros et soixante seize centimes)
SAINT PHILBERT DU PEUPLE	3 390,00€(trois mille trois cent quatre vingt dix euros)	3 490,73€ (trois mille quatre vingt dix euros et soixante treize centimes)	6880,73€ (six mille huit cent quatre vingt euros et soixante treize centimes)
VIVY	8 136,00€ (huit mille cent trente six euros)	8 687,68€ (huit mille six cent quatre vingt sept euros et soixante huit centimes)	16 823,68€ (seize mille huit cent vingt trois euros et soixante huit centimes)
Total	100 344,00€ (cent mille trois cent quarante quatre euros)	80 311,82€ (quatre vingt mille trois cent onze euros et quatre vingt deux centimes)	180 655,82€ (cent quatre vingt mille six cent cinquante cinq euros et quatre vingt deux centimes)

Les modalités de versement

Le Préfet adresse sans délai un exemplaire de la présente convention conclue entre les parties à la Caisse d'allocations familiales chargée du paiement de l'aide.

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total prévisionnel, à terme échu, au gestionnaire de l'aire par la Caisse d'allocations familiales, soit un montant mensuel à verser de : 15 054,65€

Les modalités de régularisation du versement de l'aide

Avant le 15 janvier 2021 le gestionnaire fournit au Préfet :

- la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle présenté dans l'arrêté du 30 décembre 2014 par le biais de la procédure dématérialisée. *Une plate-forme collaborative sera mise à la disposition des gestionnaires au cours de l'année 2020* (ANNEXE 3)
- le montant total de l'aide versée par la Caisse d'allocations familiales pour l'année 2020 (ANNEXE 4)
- le montant de la recette des droits d'occupation des places acquittés par les gens du voyage perçue ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire (ANNEXE 4)
- le rapport de visite de conformité de l'aire d'accueil réalisé par les services de l'Etat et mentionné à l'article 4 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 (ANNEXE 5)
- la copie de la convention attestant d'une délégation de la gestion de l'aire d'accueil, si tel est le cas (ANNEXE 8)

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du Préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré. Le Préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop perçu à recouvrer. La décision préfectorale est adressée simultanément à la Caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

Article 4 : Définition du droit d'usage d'une place

Se référer à la fiche descriptive de l'aire d'accueil en ANNEXE 1.

Article 5 : Les obligations du cocontractant

Le titre d'occupation des usagers :

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie, un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées du gestionnaire, le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil, un état des lieux effectué à l'entrée et à la sortie de l'occupant, et éventuellement une plaquette d'informations générales (sociales, scolaires, partenaires...).

Le titre d'occupation devra mentionner le montant de la participation demandée par le gestionnaire de l'aire aux personnes accueillies.

Les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire :

Lors des visites annuelles réalisées par les services de l'État, le Préfet s'assure du respect de l'entretien de l'aire d'accueil, de son gardiennage et de la conformité de l'aire. En cas de non-conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le Préfet à la Caisse d'allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire d'accueil en bon état d'entretien.

Les éléments de suivi de l'activité de l'aire

Le gestionnaire de l'aire d'accueil fournit également au Préfet et au Président du Département, avant le 15 janvier 2021 :

- les données populationnelles (ANNEXE 3)
- le bilan du projet social et les perspectives (ANNEXE 6). Pour rappel, en application du schéma d'accueil des gens du voyage 2018 -2023 approuvé le 19 décembre 2018 et dans l'esprit de la loi du 5 juillet 2000 , un projet social doit être élaboré pour chaque aire d'accueil ou mutualisé entre plusieurs aires d'accueil selon la cohérence territoriale. Cette démarche permet de créer les conditions d'un accueil de qualité qui favorise l'intégration des gens du voyage stationnant sur l'aire d'accueil.

Article 6 : Le contrôle de l'autorité compétente

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le Préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire de l'aire.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le Préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la Caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le Préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le Préfet informe la Caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au Ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au Ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'État tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 7 : La durée de la convention

La convention a une durée d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Article 8 : Modification et résiliation de la convention

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à la présente convention.

La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

En cas de non-exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels ou d'une fausse déclaration au Préfet ou à la Caisse d'allocations familiales, le Préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Nantes :

6, allée de l'Ile Gloriette

44041 Nantes cedex 01

Tél. 02 40 99 46 00.

Fait à **Saumur**, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	Le Préfet de Maine-et-Loire	Le Président du Département

Liste des annexes

- | | |
|----------|--|
| ANNEXE 1 | Fiche descriptive de l'aire d'accueil des gens du voyage <u>(une annexe par aire)</u> |
| ANNEXE 2 | A/ Calcul de l'aide provisionnelle de l'ALT2 <u>(une annexe par aire)</u>
B/ Régularisation de la part variable de l'ALT2 <u>(une annexe par aire)</u>
C/ Reporting du nombre de jours d'occupation <u>(une annexe par aire)</u> |
| ANNEXE 3 | Déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle présenté dans l'arrêté du 30 décembre 2014 |
| ANNEXE 4 | Montant de l'aide versée par la Caf ; montant de la recette des droits d'occupation des places acquittées par les gens du voyage <u>(une annexe par aire)</u> |
| ANNEXE 5 | Rapport de visite de conformité réalisé par les services de l'Etat <u>(une annexe par aire)</u> |
| ANNEXE 6 | Données populationnelles de l'aire d'accueil <u>(une annexe par aire)</u> |
| ANNEXE 7 | Projet social de l'aire d'accueil : bilan des actions réalisées et nouvelles actions |
| ANNEXE 8 | Copie de la convention attestant d'une délégation de la gestion de l'aire d'accueil (si collectivité concernée) |

ANNEXE 1

Fiche descriptive de l'aire d'accueil

Annexe à compléter à la signature de la convention

Les fiches des aires d'accueil sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.maine-et-loire.gouv.fr/IMG/pdf/Gens_du_voyage_03_2015.pdf

ou en suivant ce chemin d'accès sur le site Internet de la Préfecture de Maine-et-Loire :

[Accueil](#) > [Politiques publiques](#) > [Solidarité , hébergement et populations vulnérables](#) > [L'accueil des gens du voyage](#) > [L'accueil en Maine-et-Loire](#) >

Cliquez sur la carte du dispositif d'accueil des gens du voyage, puis sur l'aire d'accueil : un document pdf s'ouvre avec la fiche de l'aire d'accueil et le règlement intérieur

ANNEXE 2-A

Calcul de l'aide provisionnelle de l'Allocation Logement Temporaire (ALT2)

Annexe à compléter à la signature de la convention

Se référer au fichier Excel joint au modèle de convention

ANNEXE 2-B

Régularisation de la part variable de l'Allocation Logement Temporaire (ALT2) liée à l'occupation de l'aire d'accueil

Annexe à compléter et à transmettre avant le 15 janvier 2021

Se référer au fichier Excel joint au modèle de convention

ANNEXE 2-C

Régularisation de la part variable de l'Allocation Logement Temporaire (ALT2) liée à l'occupation de l'aire d'accueil

Annexe à compléter et à transmettre avant le 15 janvier 2021

Se référer au fichier Excel joint au modèle de convention

ANNEXE 3

Déclaration prévue au II de l'article R851-6 du code de la sécurité sociale

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Arrêté du 30 décembre 2014 portant application des articles R. 851-2,
R. 851-5, R. 851-6 du code de la sécurité sociale

NOR : ETL1418603A

Le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles R. 851-2, R. 851-5, R. 851-6 ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1993 modifié relatif aux dispositions financières prises pour l'application de l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées instituée par l'article L. 851-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 mai 2004 modifié relatif à la revalorisation des aides au logement ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 septembre 2014 ;

Vu les avis du Conseil national d'évaluation des normes en date des 11 septembre et 2 octobre 2014,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les mentions qui doivent obligatoirement figurer à la convention prévue au II de l'article R. 851-2 du code de la sécurité sociale sont les suivantes :

- l'objet de la convention ;
- la description des capacités d'accueil de l'aire, notamment :
 - le nombre de places conformes aux articles 2 et 3 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage effectivement disponibles mois par mois et le montant de l'aide qui en résulte conformément au 1^{er} du II de l'article R. 851-5 du code de la sécurité sociale ;
 - la prévision d'occupation mensuelle de ces places et le montant de l'aide qui en résulte conformément au 2^e du II de l'article R. 851-5 ;
- les modalités de régularisation du versement de l'aide ;
- les conditions financières et la liste des justificatifs à fournir par le gestionnaire contractant à la caisse d'allocations familiales et au préfet ;
- la définition détaillée du droit d'usage ;
- le titre d'occupation des usagers ;
- les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire ;
- la durée annuelle de la convention ;
- la clause de résiliation ;
- le contrôle de l'autorité compétente ;
- une annexe n° 1 relative à la description de l'aire d'accueil comportant au moins l'adresse du gestionnaire, la localisation de l'aire, la capacité d'accueil (nombre de places disponibles), leur superficie moyenne, l'équipement de l'aire, les services assurés, les modalités de gestion et de gardiennage ;
- une annexe n° 2 récapitulant les montants fixes et variables de l'aide, conformément au II de l'article R. 851-5.

Art. 2. – La déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale est établie conformément au modèle annexé au présent arrêté.

La déclaration, accompagnée du rapport de visite et de l'état arrêté à la date du 31 décembre mentionnés au sixième alinéa du II de l'article R. 851-6, est transmise au préfet et à la caisse d'allocations familiales de manière dématérialisée au moyen d'une plateforme collaborative, préalablement mise à la disposition du déclarant par le préfet.

Est jointe, conformément au 4° du II de l'article R. 851-6, la copie des documents justifiant la valeur des montants mensuels du produit de la redevance d'occupation, des consommations d'eau et d'électricité de l'aire portées à la déclaration.

Art. 3. – L'article 7 de l'arrêté du 28 mai 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 7.** – Le montant mensuel de l'aide prévue au 1° du II de l'article R. 851-5 du code de la sécurité sociale est fixé à 88,30 euros.

Le montant mensuel de l'aide prévue au 2° du II de l'article R. 851-5 du code de la sécurité sociale est de 44,15 euros pour 100 % d'occupation. »

Art. 4. – Le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 30 décembre 2014.

*La ministre du logement,
de l'égalité des territoires
et de la ruralité,*
SYLVIA PINEL

*Le ministre des finances
et des comptes publics,*
MICHEL SAPIN

*La ministre des affaires sociales,
de la santé
et des droits des femmes,*
MARISOL TOURAINE

ANNEXE

MODÈLE DE DÉCLARATION PRÉVUE AU II DE L'ARTICLE R. 851-6

Déclaration au titre de l'année (millésime)

Gestionnaire (nom)

(adresse)

(SIRET)

(représentant légal)

Aire

(localisation)

(capacité d'accueil en places disponibles)

Éléments déclaratifs

	nombre de places	nombre de jours d'occupation	revue des droits d'occupation des places acquises par les usagers	consommation d'eau (m³) de l'aire	consommation en monnaie perçue	consommation d'électricité (kwh) de l'aire	consommation d'électricité monnaie perçue	dépenses de travaux et entretien
janvier								
février								
mars								
avril								
mai								
juin								
juillet								
août								
septembre								
octobre								
novembre								
décembre								
total								

tarif du droit d'usage par place

tarif de l'eau par m³

tarif de l'électricité au kwh

ANNEXE 4

Dépenses et recettes de l'aire d'accueil

Annexe à compléter et à transmettre avant le 15 janvier 2021

Année	2019	Département	Maine-et-Loire
Désignation de l'aire, nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire			
Nombre de places conformes aux normes techniques ¹			

Montant de l'ALT2 versé par la Caf pour l'année 2020	
Montant des droits d'usagers mis en recouvrement	
Taux de recouvrement	
Dépenses d'entretien et de fonctionnement	

¹ normes techniques prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001)

ANNEXE 5

Visite de conformité de l'aire d'accueil

Annexe à compléter par les services de l'Etat lors de la visite de l'aire d'accueil et à transmettre par la collectivité avant le 15 janvier 2021

Année	2019	Département	Maine-et-Loire
Désignation de l'aire, nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire			
Nombre de places conformes aux normes techniques ²			
Année de mise en service de l'aire d'accueil			
Normes techniques (Décret n°2001-569)		Constat de la visite	
(art.2) Au sein d'une aire d'accueil des gens du voyage, la place de caravane doit permettre d'assurer le stationnement d'une caravane, de son véhicule tracteur et, le cas échéant, de sa remorque, soit 75m ² hors espaces collectifs et circulation interne à l'aire d'accueil		Les places caravanes ont toutes une superficie supérieure ou égale à 75m ² (oui ou non) :	
(art.3) L'aire d'accueil comporte au minimum un bloc sanitaire, intégrant au moins une douche et deux WC pour cinq places de caravane, au sens des dispositions de l'article précédent.		Nombre de douches :	
(art.3) Chaque place de caravane est dotée d'un accès aisé aux équipements sanitaires ainsi qu'à l'alimentation en eau potable et en électricité.		Nombre de WC :	
(art.4) I. - Dans les conditions précisées par le règlement intérieur établi par le gestionnaire, l'aire d'accueil est dotée d'un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer, au moins six jours par semaine, grâce à une présence quotidienne non nécessairement permanente : 1/ La gestion des arrivées et des départs ; 2/ Le bon fonctionnement de l'aire d'accueil ; 3/ La perception du droit d'usage prévu à l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale		Conformité des sanitaires (oui ou non) :	
		Conformité de l'accès à l'eau et à l'électricité (oui ou non) :	
		Numéro de téléphone pour l'accueil :	
		Numéro de téléphone pour l'astreinte technique :	
		Horaires d'accueil (présence physique ou possibilité de faire déplacer un agent d'accueil en appelant un numéro de téléphone) des gens du voyage pour chaque jour :	
Jour	Matin	Après-midi	
Lundi			
Mardi			
Mercredi			
Jeudi			
Vendredi			
Samedi			
Dimanche			

² normes techniques prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001

Conformité (oui ou non) :	
Normes techniques (Décret n°2001-569)	Constat de la visite
(art.4) I. - L'aire d'accueil bénéficie d'un service régulier de ramassage des ordures ménagères	Nombre de passage dans la semaine : Conformité OM (oui ou non) : Mise en place du tri sélectif (oui ou non) :

Visite effectuée le :
Personnes présentes :

ANNEXE 6

Données populationnelles de l'aire d'accueil

Annexe à compléter et à transmettre avant le 15 janvier 2021

Année	2020	Département	Maine-et-Loire
Désignation de l'aire, nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire			
Nombre de places conformes aux normes techniques ³			

Nombre total de personnes accueillies dans l'année	
Répartition par sexe : <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'hommes/garçons- Nombre de femmes/filles	
Répartition par âge : <ul style="list-style-type: none">- Personnes âgées de moins de 3 ans- Personnes âgées de 3 à 5 ans- Personnes âgées de 6 à 11 ans- Personnes âgées de 12 à 16 ans- Personnes âgées de 17 à 25 ans- Personnes âgées de 26 à 39 ans- Personnes âgées de 40 à 64 ans- Personnes de 65 ans et +	
Composition familiale : <ul style="list-style-type: none">- Personnes seules et couples sans enfant à charge- Personnes seules et couples avec enfants à charge	

Durée moyenne de séjour des occupants de l'aire d'accueil (en mois)	
---	--

³ normes techniques prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001)

ANNEXE 7

Projet social de l'aire d'accueil : bilan des actions réalisées et nouvelles actions

Annexe à transmettre avant le 15 janvier 2021

ANNEXE 8

Copie de la convention attestant d'une délégation de la gestion de l'aire d'accueil (si collectivité concernée)

Annexe à transmettre avant le 15 janvier 2021